

LES MYTHES DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT



A propos de ce document

Ce rapport a été rédigé par Alice Martin-Prével, Analyste Politique à l'Oakland Institute, avec le soutien éditorial de Frédéric Mousseau et d'Anuradha Mittal.

Les opinions et les conclusions exprimées dans cette publication sont celles de l'Oakland Institute et ne reflètent pas les opinions des individus et des organisations qui ont soutenu ce travail.

Graphisme: Design Action, www.designaction.org

Photos de couverture :

Rizières bio dans Magallon, Negros Occidental, Philippines. © Gigie Cruz-Sy / Greenpeace.

Paysan du Burkina Faso. © Juliette Martin-Prével, 2008.

La chambre de commerce américaine accueille les dirigeants de la Banque Mondiale pour un dialogue sur le rôle du secteur privé dans les marchés en développement © Simone D. McCourtie / Banque Mondiale, 2013.

Quatrième de couverture : Vendeur sur un marché local au Burkina Faso. © Juliette Martin-Prével, 2008.

L'Oakland Institute est un cercle de réflexion dédié à promouvoir la participation citoyenne et un débat équitable sur les questions sociales, économiques et environnementales.

Copyright © 2014 The Oakland Institute

Pour toute information, contacter:
info@oaklandinstitute.org

The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619 USA
www.oaklandinstitute.org

LES MYTHES DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT



The Oakland Institute

Résumé

Dans les années 1980 et 1990, les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) ont rencontré une vague de résistance mondiale contre ces institutions financières internationales (IFI). violemment critiqués pour leurs conséquences sur l'accroissement de la pauvreté, de la dette et de la dépendance des pays en développement envers les pays riches, les PAS ont été arrêtés en 2002. La Banque Mondiale a cependant trouvé des nouveaux moyens pour continuer à imposer son agenda néolibéral au monde en développement.

La capacité d'influence de la Banque Mondiale sur les politiques des pays en développement découle de son immense pouvoir financier. En 2012, les prêts de la Banque à ces pays ont atteint 35 milliards de dollars¹, soit plus d'un quart de l'aide publique au développement pour la même année². Grâce à la publication annuelle de son rapport Doing Business, qui classe les pays en fonction de la « facilité d'y faire des affaires », la Banque établit des standards pour les investisseurs, les bailleurs de fonds et les organisations internationales. Elle pousse les pays à déréguler et à ouvrir leurs économies afin d'améliorer leur classement Doing Business³. Malgré son apparence positive, ce rapport encourage en effet les gouvernements à éliminer les réglementations économiques, sociales et environnementales, et favorise la concurrence entre les pays pour obtenir un meilleur classement⁴.

Sa puissance financière et son influence politique rendent difficile l'opposition des pays pauvres à la Banque Mondiale, tandis que la capacité de l'institution à gérer son image publique et perpétuer des mythes sur la nature de ses activités lui permettent de résister efficacement à ses détracteurs.

Dans le domaine agricole, la Banque prétend œuvrer pour garantir l'accès des paysans à la terre. Pourtant, de par son financement à des entreprises mettant en œuvre de grands projets agricoles pour l'export, elle augmente la pression sur les terres, l'eau et les forêts. Dans plusieurs pays, comme le Honduras et le Laos, la Banque Mondiale a soutenu directement des investissements impliquant des accaparement de terres et de graves violations des droits de l'homme⁵. Récemment, la proposition de la Banque Mondiale de réviser ses normes de protection environnementales et sociales a suscité de vives inquiétudes concernant le fait qu'elle risque ainsi d'augmenter son financement à des projets dommageables pour l'environnement et les communautés locales⁶.

Les projets agricoles de la Banque, dont elle assure qu'ils défendent les intérêts des paysans, nient en fait le potentiel de

l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques pour apporter un développement durable et équitable aux pays. L'objectif déclaré de la Banque d'augmenter la productivité des agriculteurs et de les intégrer au marché mondial la conduit à favoriser des programmes d'agriculture sous contrat et l'adoption de techniques de culture intensive. Cette approche néglige les risques pour la sécurité alimentaire qui découlent de la dépendance des agriculteurs et des pays envers des marchés internationaux très oligopolistiques. Trois entreprises, Monsanto, DuPont et Syngenta contrôlent 50% de la production mondiale de semences commerciales⁷.

En réalité, depuis les années 1980, la Banque Mondiale a poussé pour l'adoption d'un modèle néolibéral axé sur l'agriculture exportatrice. Ceci expose les agriculteurs aux règles de marchés mondiaux très volatiles et concurrentiels, tout en leur refusant un soutien adéquat de la part de leurs gouvernements. La Banque considère que les interventions des États sur les marchés sont un obstacle au bon développement du secteur agricole. L'institution néglige des exemples contraires, tels que l'Indonésie, où le soutien de l'État à la production nationale et son interventionnisme sur les marchés agricoles ont permis d'empêcher l'augmentation des prix des denrées alimentaires en 2008⁸.

La crise des prix alimentaires de 2008, qui a fourni un exemple frappant des imperfections des marchés agricoles internationaux, n'a pas modifié la stratégie de la Banque Mondiale. L'institution continue de promouvoir l'idée que l'ouverture des marchés, en soutenant les intérêts du secteur privé, est porteuse de croissance et meilleure pour le développement que les programmes étatiques. La Banque fait donc pression pour que les États stimulent l'investissement direct étranger (IDE), sa solution miracle pour remplacer le soutien publique à l'agriculture. Toutefois, l'expérience montre que lorsque des politiques d'incitations pour les investisseurs ont été soutenues par la Banque dans des pays disposant de faibles institutions, et de réglementations sociales et environnementales limitées, cela a conduit à l'accaparement des terres et au déplacement forcé des populations, sans apporter le développement attendu (voir Encadré 1)⁹.

En 2014, la campagne *Nos Terres Notre Business* a été lancée pour dénoncer le rôle de l'indicateur Doing Business et le nouveau projet Benchmarking the Business of Agriculture (BBA) de la Banque Mondiale¹⁰. Ces instruments poussent les pays à adopter des réformes favorisant l'investissement privé dans l'agriculture et réclament qu'ils cultivent des « environnements favorables aux entreprises ». Les indicateurs empêchent les gouvernements de formuler et de mettre en œuvre de solides politiques agricoles. Pourtant,

de telles politiques pourraient assurer des prix équitables aux producteurs, soutenir les coopératives agricoles, créer des plateformes de partage des connaissances, des projets pour le renforcement de la résistance aux chocs climatiques et permettre de renforcer l'investissement des agriculteurs dans leurs activités de production en assurant leur accès durable à la terre et aux ressources naturelles¹¹.

Manifestement, si le nom a changé, le jeu reste inchangé depuis les PAS. Les politiques néolibérales sont encore imposées aux gouvernements des pays en développement, perpétuant les inégalités, l'exploitation et la marginalisation des plus pauvres. Il est temps de s'attaquer aux mythes que la Banque Mondiale perpétue sous couvert de stratégie de développement, au dictat de la « croissance à tout prix » et d'assurer un contrôle des gouvernements et des populations sur leur destin.

Introduction

En 2008, les prix des denrées alimentaires sont montés en flèche sur les marchés mondiaux, créant une instabilité financière massive et portant le nombre total de personnes souffrant de la faim à plus d'un milliard (1/6 de la population mondiale). Dès lors, l'agriculture a attiré une attention accrue de la part des institutions financières et des bailleurs de fonds. En 2012, le G8 a demandé à la Banque Mondiale de « réfléchir aux options pour élaborer un index pour noter les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole »¹². En 2013, ceci a conduit à la mise en œuvre du nouveau projet Benchmarking the Business of Agriculture, ou BBA. Conçu pour aider les « décideurs à renforcer l'agrobusiness à l'échelle mondiale, afin de permettre au secteur agricole de participer plus pleinement au marché »¹³, le BBA alimente une tendance croissante à l'application d'une « logique d'affaires » à l'agriculture.

Le BBA s'appuie sur l'indice phare de la Banque Mondiale, le Doing Business, créé en 2002. Dans la directe lignée des PAS, le classement Doing Business encourage les gouvernements à mettre en œuvre des réformes favorisant le secteur privé et la libéralisation de l'économie. En poussant les pays à attirer les investissements privés dans l'agriculture, le Doing Business facilite l'accapement des terres et accroît la pression sur des ressources naturelles vitales aux agriculteurs, aux éleveurs et communautés rurales¹⁴. La publication annuelle du classement Doing Business oppose les pays les uns aux autres et récompense ceux qui diminuent leurs standards sociaux et environnementaux par un meilleur score, une couverture médiatique pour les « meilleures performances », et la promesse de voir les flux d'investissements privés augmenter rapidement.

En 2014, une campagne internationale, *Nos Terres, Notre Business*, a été lancée pour dénoncer l'impact de cette course à la dérégulation et, compte tenu des effets négatifs du Doing Business sur le secteur agricole, les dangers liés au nouveau BBA. Impliquant plus de 235 organisations issues de tous les continents, y compris des organisations de producteurs, de consommateurs, des syndicats et des ONG, cette campagne dénonce de surcroît le modèle de développement unique de la Banque Mondiale, qui estime que le secteur privé et l'IDE sont les seules clés du progrès.

Malgré les effets dévastateurs des PAS, l'important pouvoir économique de la Banque Mondiale (en 2012, le total de ses prêts aux pays en développement atteignait 35 milliards de dollars¹⁵) et son influence politique lui permettent de continuer de peser sur les politiques gouvernementales. En outre, la Banque réussit à gérer efficacement son image publique et alimente des mythes sur la nature de sa mission de « développement ». Ce rapport questionne et récuse la propagande entourant l'approche de la Banque Mondiale, en particulier dans le domaine de l'agriculture où l'institution perpétue les dogmes des ajustements structurels et une structure coloniale d'exploitation des pays en développement.

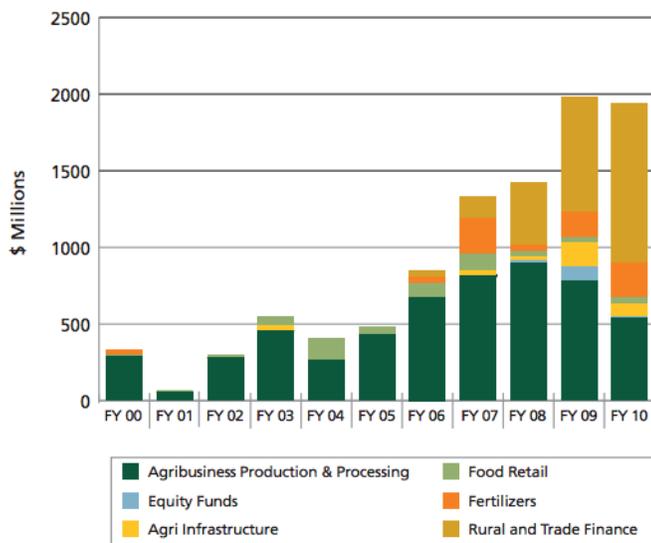
Mythe #1: La Banque Mondiale travaille à assurer l'accès des agriculteurs à la terre

La Banque prétend travailler pour sécuriser l'accès des paysans à la terre¹⁶, mais sa stratégie en faveur des investissements étrangers dans l'agriculture et des réformes foncières exerce en fait une pression accrue sur les ressources naturelles et foncières dont dépendent les agriculteurs.

L'appui de la Banque Mondiale à l'agrobusiness, qui a considérablement augmenté ces dernières années (voir Figure 1), accroît la pression sur les terres agricoles et autres ressources naturelles utilisées par les paysans. En dépit de son propre constat que les grands investissements agricoles ont des résultats négatifs pour l'accès des communautés à la terre¹⁷, la Banque continue de faire valoir que des investissements « gagnant-gagnant » sont possibles et souhaitables – pour autant que les investisseurs respectent certaines normes, y compris le respect des droits locaux, la consultation et la transparence avec les parties prenantes, le soutien aux communautés, la durabilité environnementale, etc¹⁸. Toutefois, il a été démontré qu'un certain nombre de

projets soutenus par la Banque ont ignoré ces normes et abouti à l'accaparement des terres. La Société Financière Internationale (SFI), la branche pour le secteur privé de la Banque Mondiale, a notamment financé des projets qui ont abouti à l'accaparement brutal des parcelles et des ressources des communautés locales dans plusieurs pays dont l'Ouganda en 2011¹⁹, le Honduras en 2012²⁰, et le Cambodge en 2014²¹.

Figure 1: Le soutien croissant de la SFI à l'agrobusiness par année fiscale ²²



Malgré cela, la Banque Mondiale a vigoureusement poursuivi son financement du secteur agro-industriel. Récemment, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) de la Banque a fait équipe avec la Société américaine de Promotion des Investissement Privés à L'Étranger (US Overseas Private Investment Corporation) pour créer un fond de 350 millions de dollars afin d'assurer les entreprises contre les risques politiques et de « soutenir les investissements agro-industriels en Afrique Sub-saharienne »²³. Ce fond assurera les investissements réalisés par Silverlands Fund, un fonds d'investissement privé domicilié au Luxembourg qui réalise des « investissements dans les chaînes de valeur agricoles »²⁴ et a été accusé de financer des projets conduisant à l'accaparement des terres²⁵.

En Afrique, la cible principale pour les grands investissements fonciers, la Banque Mondiale affirme que le continent « dispose de plus de la moitié des terres cultivables non utilisées dans le monde, et ses impressionnantes ressources en eau ont été à peine entamées »²⁶. Pour profiter de ces écosystèmes, la Banque a récemment financé la création de « pôles de croissance », tels que les Pôles de Croissance de

l'Ouest de la République Démocratique du Congo (RDC)²⁷, la Zone de Développement Accéléré Savannah au Ghana²⁸, le Pôle de Développement de la Casamance au Sénégal²⁹, ou encore le Bagrépôle au Burkina Faso³⁰. Ces projets visent à attirer davantage d'investisseurs, notamment dans l'agriculture, en améliorant « la gestion du territoire et l'environnement des affaires » et en réduisant « le coût et le risque de faire des affaires dans la zone du projet »³¹. En d'autres termes, les pôles offrent des infrastructures, des incitations spécifiques pour les investisseurs et leurs offrent des terres à un coût réduit, avec l'assentiment du gouvernement.

L'accroissement du financement de la Banque à l'agrobusiness est encore plus inquiétant étant donné la récente proposition de révision de ses normes de performance sociales et environnementales. Cette proposition présentée en juillet 2014 au Comité de la Banque sur l'Efficacité du Développement comprend des dispositions pour « faciliter l'obtention de prêts de la Banque Mondiale »³², notamment en donnant aux gouvernements la possibilité de demander la non-application de la norme de performance numéro 7 sur la protection des peuples autochtones³³. La révision des normes de performance affaiblit les exigences liées aux prêts de la Banque et menace le principe de consentement préalable, libre et éclairé ainsi que les garanties de compensation des communautés locales³⁴. Cette proposition efface donc 30 ans de progrès réalisés pour empêcher les prêts à des projets écologiquement et socialement destructeurs.

En plus de fournir un financement direct à l'agrobusiness, depuis 1990, la Banque Mondiale a consacré 2,7 milliards de dollars à plus de 60 projets de réformes foncières. Comme décrit dans son *Plan d'Action pour l'Agriculture 2013-2015*, l'intention explicite de la Banque est de soutenir la création de marchés fonciers dans les pays en développement³⁵. Bien que l'institution prétende que les titres fonciers permettront de protéger les droits des éleveurs et des agriculteurs, un autre objectif associé à ces projets est de mettre en œuvre des « réformes de l'environnement des affaires, y compris de l'administration des terres »³⁶ qui permettront des investissements et la vente de propriétés agricoles. L'institution fait valoir que de telles réformes permettent aux agriculteurs qui veulent étendre leurs activités d'acheter des terres aux « acteurs ruraux qui cherchent à quitter l'agriculture »³⁷. Ce discours présente la vente et la dépossession de terres comme un choix rationnel des agriculteurs³⁸, alors qu'en réalité ce choix résulte généralement de la pression que leur fait subir la libéralisation des marchés et les grands investissements agricoles.

La Banque perpétue également le mythe que les titres fonciers permettront aux paysans d'investir dans leur exploitation

en utilisant la terre comme garantie pour accéder au crédit bancaire. Des recherches menées entre 2009 et 2013 dans 20 villages en Tanzanie ont toutefois montré que les agriculteurs n'ont généralement pas pu accéder à des prêts en utilisant leurs titres fonciers³⁹. Quand bien même ils réussiraient à obtenir des prêts grâce à leurs titres de propriété, il ne faut pas oublier que de telles hypothèques peuvent entraîner des ventes forcées ou des saisies bancaires. Dans la plupart des pays en développement où il n'existe pas d'assurance-récolte ni de mécanismes de régulation des prix agricoles, les paysans sont vulnérables aux chocs environnementaux et à la volatilité des prix des produits agricoles. Lorsque cela se produit, des investisseurs et de plus gros exploitants acquièrent les parcelles vendues par les producteurs les plus pauvres qui ne peuvent pas rembourser le crédit contracté via l'hypothèque de leurs terres. Par conséquent, les réformes destinées à émettre des titres fonciers peuvent à terme accroître les inégalités dans les zones rurales et ne garantissent pas un accès durable à la terre. La recherche menée de 2009 à 2013 en Tanzanie a ainsi révélé que la formalisation des droits de propriété avait provoqué « une augmentation des conflits, l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, l'exclusion des femmes et des éleveurs, et un accroissement du nombre de paysans sans terres dans certains villages »⁴⁰.

Mythe #2: La Banque Mondiale se « concentre sur les petits agriculteurs »⁴¹

Depuis la crise des prix alimentaires de 2008, la Banque affirme que son financement accru dans le domaine de l'agriculture soutient les paysans afin d'accroître la production alimentaire globale⁴². Cependant, en promouvant une utilisation intensive des intrants agricoles chimiques et l'adoption de systèmes d'agriculture sous contrat dans lesquels les cultivateurs travaillent pour des agrobusiness, la « révolution de la productivité dans les petites exploitations »⁴³ que la Banque désire générer semble bénéficier aux entreprises plutôt qu'aux paysans, et néglige des avantages-clés de l'agriculture familiale.

Ces dernières années, les systèmes d'agriculture sous contrat ont été l'une des solutions mises en avant par la Banque Mondiale pour améliorer l'accès des paysans aux marchés internationaux et accroître leur utilisation d'intrants « de qualité ». En 2013, la SFI a créé un nouveau site internet appelé Farm2Firms dont le but est d'encourager de tels contrats entre

les agro-industriels et les agriculteurs. Dans les schémas d'agriculture sous contrat, les paysans acceptent de fournir à une date prédéterminée une certaine quantité de produits répondant aux normes de qualité fixées par l'entreprise. En contrepartie, l'entreprise s'engage à acheter les produits et soutient éventuellement la production, par exemple par la vente ou le prêt d'intrants agricoles (semences, engrais, pesticides)⁴⁴.

Le site Farm2Firms dispose d'un manuel, *Working with Smallholders, A Handbook for Firms Building Sustainable Supply Chains (Travailler avec les petits exploitants, un guide pour les entreprises qui construisent des chaînes d'approvisionnement durables)*, et met en ligne des vidéos dans lesquelles des représentants de Starbucks, Wal-Mart ou encore Syngenta expliquent pourquoi leur entreprise a choisi de travailler directement avec des producteurs locaux⁴⁵. La SFI soutient que relier paysans et grandes entreprises permettra d'améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés, les aidera à respecter les normes des chaînes d'approvisionnement alimentaire, et stimulera la croissance dans le secteur agricole. Toutefois, les asymétries de pouvoir entre les entreprises et les paysans sont un problème essentiel de l'agriculture sous contrat⁴⁶. Dans ces régimes, les risques de production (vulnérabilité aux parasites, au climat etc.) sont transférés au producteur, « tandis que l'entreprise sature et contrôle le processus de production à travers l'appropriation du capital (machines, semences, biotechnologies, crédit) »⁴⁷. La Banque désigne les systèmes d'agriculture sous contrat comme « des pratiques commerciales durables »⁴⁸, cependant la recherche montre qu'ils sont inévitablement associés à l'utilisation intensive d'intrants chimiques, et impliquent souvent l'abandon des cultures vivrières ou destinées au marché local au profit des cultures orientées vers l'exportation⁴⁹.

L'accent mis par la Banque sur la nécessité d'une « révolution de la productivité » se base sur l'idée que la croissance de la population mondiale, attendue à neuf milliards d'ici 2050, menace notre approvisionnement en nourriture. Cette idée est contestable. Les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Food and Agriculture Organisation, FAO) ont montré que la production alimentaire mondiale est passée de 2,200 kilocalories par personne et par jour dans les années 1960 à plus de 2,800 kilocalories en 2009. La FAO estime également que sur les 2,3 milliard de tonnes de céréales produites chaque année, 750 millions sont utilisées pour l'alimentation animale, tandis que 500 millions sont transformées par l'industrie, utilisées comme semence, ou gaspillées⁵⁰. Cela confirme, comme souligné par Amartya Sen dans son essai de 1983 *Pauvreté et Famine*, que la faim résulte plus des inégalités, de la pauvreté et de choix politiques que de la sous-production agricole⁵¹.

Au delà de cette objection, les méthodes que la Banque Mondiale préconise pour générer une telle révolution de la productivité méritent aussi d'être remises en question. La Banque souhaite ouvrir les marchés des intrants agricoles pour permettre l'importation de semences modifiées et d'engrais chimiques dans les pays⁵². Elle estime que « les sources de nutrition inorganiques » (c'est à dire les engrais chimiques) sont nécessaires pour rendre les paysans « efficaces »⁵³ et que l'adoption de variétés modifiées de semences « est une condition préalable pour accroître la productivité agricole et améliorer la rentabilité des agriculteurs, en particulier pour les petits exploitants qui cherchent à commercialiser leur production »⁵⁴.

Cette approche productiviste comporte d'importants risques environnementaux et socio-économiques. La recherche montre que l'utilisation de semences dites 'améliorées', produites à l'identique conduit à la réduction de la biodiversité⁵⁵. Cette réduction expose les plantes aux parasites, alors que les semences modifiées demandent une utilisation accrue de pesticides et d'engrais chimiques. Ceux-ci sont faits à base de pétrole (pesticides) et de gaz (engrais) et, bien qu'ils augmentent les rendements à court terme, ils sollicitent et polluent fortement les sources d'eau, épuisent les nutriments du sol et contribuent au changement climatique⁵⁶.

Contrairement à ces méthodes, les techniques agroécologiques telles que la rotation des cultures, la polyculture, la production et sélection des semences, aident à maintenir durablement la fertilité des sols⁵⁷ et la biodiversité. Par exemple, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une famille moyenne cultive entre 30 et 80 variétés de cultures vivrières sur ses terres⁵⁸. Les agriculteurs choisissent les meilleures



Récolte de riz au Burkina Faso. © Juliette Martin-Prével 2008.

espèces de plantes pour maintenir une diversité des cultures et résister à la sécheresse et aux parasites, garantissant ainsi la sécurité alimentaire du pays⁵⁹.

Au delà du péril environnemental, l'expérience montre que les méthodes de la Banque ont également des conséquences socio-économiques néfastes. A l'occasion d'autres « révolutions de la productivité », notamment durant la révolution verte en Asie du Sud et au Mexique, l'adoption généralisée d'intrants chimiques a non seulement eu des effets dévastateurs sur la qualité de l'eau et sur la santé humaine, mais a aussi conduit à l'endettement de millions d'agriculteurs. En 2011, il a été estimé que 250 000 agriculteurs indiens s'étaient suicidés au cours des 10 années précédentes, le plus souvent parce qu'il se trouvaient dans l'impossibilité de rembourser les dettes contractées pour acheter des semences et des engrais coûteux⁶⁰. En Inde, des initiatives cherchent maintenant à revenir à des pratiques traditionnelles pour la reproduction et la conservation des semences et assistent les agriculteurs afin qu'ils réacquièrent le pouvoir de se nourrir de façon autonome⁶¹.

Il existe de nombreuses techniques agroécologiques permettant d'augmenter les rendements sans avoir recours à des intrants artificiels tout en préservant l'indépendance des agriculteurs vis-à-vis des fournisseurs privés d'intrants agricoles⁶². Par exemple, au Mali, les agriculteurs qui ont adopté le Système de Riziculture Intensive (SRI), basé sur la transplantation précoce, un plus grand espacement des plants et l'utilisation d'engrais organiques combinée à une irrigation intermittente, ont atteint une production moyenne de neuf tonnes par hectare, contre moins d'un tonne par hectare dans les régions utilisant les eaux de crue et quatre tonnes par hectare dans les zones équipées de systèmes d'irrigation⁶³. Le SRI réduit les besoins des agriculteurs en semences, en eau et en engrais chimiques, et augmente leur revenu⁶⁴. Les technologies de cultures intercalaires, tels que le Push-Pull (PP) expérimenté par les producteurs de maïs au Kenya, réduisent l'utilisation de pesticides et d'herbicides tout en augmentant les rendements, la fertilité des sols et la biodiversité⁶⁵. Au Mexique, la co-plantation et la rotation des cultures mises en place par le système de la Milpa ont permis à des générations d'agriculteurs d'atteindre des rendements élevés sans recourir aux engrais chimiques et aux pesticides⁶⁶. En Chine, les techniques de rizipisciculture ont permis de réduire jusqu'à 50% l'application de pesticides et d'augmenter la fertilité des sols, tout en contribuant à la conservation des espèces et à la sécurité alimentaire en assurant une provision de protéines animales pour les populations rurales⁶⁷.

Malgré le large éventail de solutions alternatives⁶⁸, les projets de la Banque Mondiale mettent l'avenir des paysans et de la sécurité alimentaire des pays entre les mains de marchés internationaux oligopolistiques, où trois entreprises -Monsanto, DuPont et Syngenta- contrôlent plus de 50% de la production mondiale de semences commerciales⁶⁹. Pire encore, dans le but d'augmenter la production et de faciliter l'agro-business, la Banque Mondiale encourage les gouvernements à déréglementer les marchés d'intrants agricoles, créant ainsi le cadre légal pour une dépendance accrue aux producteurs industriels d'intrants et facilitant l'accès à des produits écologiquement dommageables (voir Mythe #5)⁷⁰.

Mythe #3: L'agriculture « commerciale » est la seule voie pour le développement (dit la Banque Mondiale)

La Banque Mondiale souhaite que les paysans passent de « l'agriculture de subsistance à une agriculture commerciale »⁷¹, mais ignore le fait que beaucoup d'agriculteurs dits « de subsistance » sont en réalité impliqués dans des activités commerciales, notamment pour les marchés domestiques. Le modèle d'agriculture « commerciale » de la Banque Mondiale est en fait synonyme d'agriculture à grande échelle, intensive et orientée vers l'exportation qui rend les agriculteurs dépendants à des marchés internationaux oligopolistiques et volatiles.

La SFI affirme que « de nombreux petits exploitants ne sont pas agriculteurs par choix, mais plutôt par défaut, car ils n'ont pas d'opportunités plus lucratives »⁷². Pour gagner plus d'argent grâce à l'agriculture, la Banque recommande donc que les paysans s'engagent dans ce qu'elle appelle l'agriculture « commerciale ». Ceci implique que les producteurs négocient avec les acteurs de la chaîne alimentaire mondiale et choisissent de se convertir à l'agriculture d'exportation. Depuis les PAS des années 1980, la Banque a prêché pour cette conversion des pays à un modèle agro-exportateur, tout en exerçant des pressions pour qu'ils libéralisent leurs marchés agricoles.

Cette approche néglige des caractéristiques essentielles des marchés agricoles mondiaux, dominés par des grandes

« De nombreux petits exploitants ne sont pas agriculteurs par choix, mais plutôt par défaut, car ils n'ont pas d'opportunités plus lucratives »

BM-SFI 2013

entreprises qui imposent leurs termes de l'échange aux agriculteurs⁷³. En 2004, la FAO soulignait déjà que « seulement trois entreprises contrôlent désormais près de la moitié de la torréfaction du café dans le monde [...] et les 30 plus grandes chaînes de supermarchés contrôlent près d'un tiers des ventes de détail dans le monde entier »⁷⁴. En outre, les marchés mondiaux se caractérisent par des prix volatiles et la concurrence tronquée entre l'agriculture subventionnée du Nord et les pays du Sud qui ne peuvent rivaliser avec les exports rendus artificiellement bon marché par les politiques agricoles des pays riches.

Pendant l'ère des PAS, la conversion des pays à ce modèle d'agriculture « commerciale » et libéralisée a conduit à l'appauvrissement de millions de ruraux, qui furent obligés d'abandonner le secteur ou de devenir ouvriers agricoles dans les grandes plantations. Par exemple, au Guatemala, l'adoption d'un modèle agro-exportateur sous la pression de la Banque Mondiale et du FMI a mis fin aux programmes d'aide publique aux paysans. Les conséquences furent dramatiques sur les cultures vivrières et la sécurité alimentaire d'un pays où plus de 60% de la population dépend de l'agriculture pour survivre⁷⁵. Le Guatemala est passé de l'autosuffisance en céréales à devoir importer 750,000 tonnes de maïs en 2013 (voir Figure 2)⁷⁶, dont plus de 630,000 tonnes des États-Unis⁷⁷. La flambée des prix alimentaires de 2008 a conduit à une augmentation de 240% du prix local du maïs par rapport l'année précédente⁷⁸. Aujourd'hui, malgré le fait que le Guatemala est le cinquième plus grand exportateur de sucre, de café et de bananes, le gouvernement se voit dans l'obligation de distribuer des rations alimentaires à sa population. En 2014, l'Agence d'aide au développement américaine (USAID) a indiqué que « le Guatemala a le plus haut niveau national de malnutrition chronique (48,9 %) dans l'hémisphère occidental et l'un des plus élevés au monde ». La malnutrition chronique dans le pays est concentrée parmi la population indigène rurale où « les taux de retard de croissance atteignent plus de 80 % »⁷⁹.

L'exemple du Guatemala n'est pas isolé. Pendant la crise alimentaire de 2008, l'insécurité alimentaire a touché des pays ayant adopté un modèle d'agro-exportation dans le

Figure 2: Croissance des importations de maïs au Guatemala de 1960 à 2014, de 0 à 850 000 tonnes par an.⁸⁰



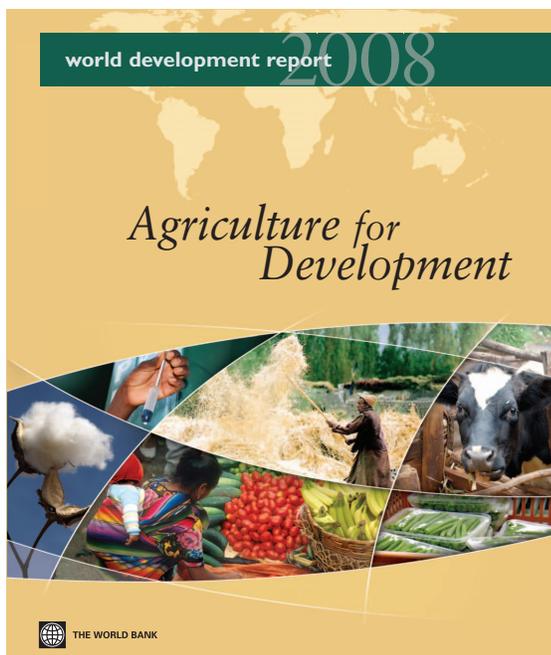
monde entier. La FAO a souligné que les pays les plus vulnérables sont ceux qui ont dû porter « le plus lourd fardeau de l'augmentation du coût des denrées alimentaires importées, les dépenses totales des pays à faible revenu et à déficit alimentaire ayant atteint environ 35% d'augmentation en 2008 par rapport à 2007 – soit la plus grande augmentation annuelle jamais enregistrée »⁸¹. Dans des dizaines de pays, la hausse des prix alimentaires a généré de grandes inquiétudes quant à la capacité des gouvernements à maintenir les importations de céréales pour leurs populations et a déclenché des émeutes et manifestations dans des dizaines de pays.

En dépit de ces constats, un rapport de la Banque Mondiale publié en 2013 continue d'encourager les pays africains à « libérer le potentiel de l'agrobusiness » et à se spécialiser dans les cultures d'exportation à forte valeur ajoutée. La Banque cite des exemples de réussite sur le continent dans l'exportation du cacao, du café et du thé⁸². Ainsi, elle ignore qu'entre 1997 et 2001, les prix du café ont chuté de près de 70% sur le marché mondial, le cacao ayant suivi la même tendance, tandis que les cours du thé et de sucre ont également chuté⁸³. Au lieu de s'enrichir, les pays qui se sont appuyés sur quelques cultures de rente sans politique agricole active pour développer d'autres secteurs et soutenir les producteurs nationaux ont vu leurs recettes commerciales baisser considérablement depuis les années 1970⁸⁴.

En outre, pour que l'exportation apporte de la croissance économique, la Banque estime dans le cas de l'Afrique que le continent doit « dépasser son héritage d'interventions étatiques sur les marchés »⁸⁵. Toutefois, on constate que les pays ayant le mieux résisté à la crise de 2008 se caractérisent par un fort interventionnisme de l'Etat dans l'agriculture. En Indonésie par exemple, l'un des rares pays où le prix

du riz est resté stable entre 2007 et 2008, des organismes gouvernementaux sont chargés de constituer les stocks alimentaires en achetant directement auprès des agriculteurs indonésiens à un prix garanti chaque année⁸⁶. Les producteurs nationaux approvisionnent aussi les programmes publics de distribution alimentaire. Cette politique d'assurance d'achat des denrées à prix fixe soutient la production locale et évite que les paysans soient forcés d'abandonner leurs activités agricoles en cas de mauvaises récoltes. En outre, l'Indonésie a imposé des restrictions sur les importations en 2006-2007, afin de maintenir les prix du marché local à un niveau supérieur aux prix internationaux. En 2008, le gouvernement a suivi le schéma inverse en imposant des restrictions sur les exportations pour stabiliser le prix local du riz. Les restrictions aux exportations de riz ont été très vivement critiquées par les IFI et accusées de provoquer la hausse des prix mondiaux⁸⁷, mais elles ont cependant permis, contrairement à ce qui s'est passé dans de nombreux pays, de prévenir la hausse des prix et l'insécurité alimentaire pour les populations locales.

Des exemples tels que l'Indonésie montrent que les gouvernements peuvent jouer un rôle crucial dans la stabilisation des prix et poursuivre des politiques d'investissement efficaces dans le secteur agricole. Au contraire, le modèle promu par la Banque réduit les Etats à un rôle de facilitateurs pour le marché et les contraint à se conformer aux règles du néolibéralisme. Cela perpétue le phénomène d'extraction des ressources enclenché depuis la période coloniale, nie la souveraineté des pays et entrave le développement de la production nationale qui demanderait un soutien aux producteurs.



Mythe #4: La Banque Mondiale aide à « tirer parti de l'accroissement des investissements privés dans l'agriculture pour pourvoir des biens publics »⁸⁸

La Banque Mondiale affirme que l'IDE et le secteur privé sont les seules forces capables de mettre en œuvre sa stratégie d'une « agriculture au service du développement ». Elle pousse pour des réformes visant à attirer les investisseurs en ignorant les risques d'accaparement des terres et des ressources naturelles. Or, l'IDE dans l'agriculture, en particulier dans des environnements manquant d'institutions et de garanties adéquates, conduit souvent à l'extraction des richesses des pays sans pourvoir les « biens publics » ou le développement promis.

La Banque Mondiale décrit les marchés privés comme le meilleur « moteur de la croissance économique, utilisant l'esprit d'initiative et les investissements pour créer des emplois productifs et augmenter les revenus »⁸⁹. L'agriculture est un des secteurs où la Banque a le plus résolument imposé cette vision. Dans les années 1980, l'institution a promu l'idée que le secteur privé remplacerait les États dans le développement agricole et que les investisseurs pourvoiraient des intrants agricoles ainsi que les investissements nécessaires dans la recherche, une fois que les marchés fonctionneraient librement.

Le secteur privé n'a pas pris le relais des Etats dans le domaine agricole et la Banque recommande à présent que les Etats consacrent plus de fonds aux infrastructures, à la recherche, aux systèmes de contrôle biologique, d'assurance qualité et de certification des denrées agricoles, pour fournir un « environnement favorable » aux entreprises et attirer l'IDE (voir Mythe #5). De même, puisque les États doivent « faciliter les affaires », ils sont encouragés à offrir des incitatifs fiscaux et tarifaires aux sociétés étrangères et à réduire les taxes sur l'importation de semences et d'engrais⁹⁰. Sans ces recettes fiscales, les programmes de soutien à l'agriculture familiale et d'autres interventions essentielles sont sous-financés ou éliminés. La Banque continue de revendiquer que les investissements agro-industriels auront des retombées

positives pour les plus pauvres et créeront des emplois – mais cet argument a été largement discrédité comme menant à la création de peu d'emplois saisonniers et mal payés⁹¹.

Si les États se chargent de financer les infrastructures tout en offrant des allègements fiscaux aux agro-industries, l'argument de la Banque selon lequel le secteur privé est

la seule solution pour le développement agricole devient difficile à défendre. Jusqu'à présent, l'augmentation de l'IDE dans l'agriculture semble avoir largement conduit à l'extraction des ressources naturelles et à l'accaparement des terres, en particulier dans les pays avec des institutions fragiles et de faibles garanties environnementales et sociales (voir Encadré 1).

Encadré 1 : L'impact des politiques de promotion de l'IDE de la Banque Mondiale

- **Aux Philippines**, un pays loué pour ses réformes économiques et administratives et classé parmi les dix meilleurs 'réformateurs' du rapport Doing Business 2014⁹², 5,2 millions d'hectares de terres ont été acquis depuis 2006⁹³. En 2013, les Philippines sont devenues la troisième destination la plus populaire au monde pour les investissements étrangers dans les terres⁹⁴, notamment pour l'huile de palme et le bioéthanol. Cette popularité a conduit à l'accaparement de ressources essentielles pour de nombreuses communautés rurales et à des déplacements de population⁹⁵.
- **Au Libéria**, plus de 607,000 hectares ont été accaparés par des géants de l'huile de palme et du caoutchouc entre 2008 et 2010⁹⁶. Durant la même période, la Banque Mondiale a soutenu la mise en œuvre d'un grand nombre de réformes favorables aux entreprises et à l'IDE (39 réformes entre 2008 et 2011)⁹⁷. Les investissements réalisés par l'agrobusiness, tels que ceux du Malaisien Sime Darby, ont été accusés de déplacer les communautés sans consultation préalable et de priver les populations de terres et de ressources⁹⁸.
- **En Sierra Leone**, après la guerre civile, la Banque a guidé une série de réformes pour attirer l'IDE, visant notamment à mettre en place des titres fonciers et à permettre le traitement rapide des contrats de location de terres. L'IDE a augmenté d'une moyenne de 18 millions de dollars par an entre 2000 et 2005 à 740 millions de dollars en 2012 seulement. En 2011, la Sierra Leone avait ainsi loué 508,292 hectares à des investisseurs étrangers dans l'agrobusiness (principalement à des planteurs de canne à sucre et de palmier à huile)⁹⁹. Un accord passé en 2014 avec le producteur d'huile de palme Golden Veroleum pourrait doubler ce chiffre et faire passer de 10 à 20 le pourcentage des terres arables du pays sous contrôle d'investisseurs étrangers¹⁰⁰.
- **En RDC**, les réformes pro-investissement soutenues par la Banque Mondiale¹⁰¹ ont favorisé un accroissement de l'IDE de 72 millions de dollars en 2000 à un record de 3,3 milliards de dollars en 2012¹⁰². Les investissements agricoles et forestiers ont augmenté de 29 millions de dollars en 2006 à 323 millions de dollars en 2010¹⁰³. De 2004 à 2012, plus de 2,7 millions d'hectares de terres ont ainsi été loués à des investisseurs, principalement pour des exploitations forestières et de la production d'huile de palme¹⁰⁴. La plus grande concession accordée couvre 1,9 million d'hectares de forêts octroyés à la firme Siforco, qui a été accusée de graves violations des droits de l'homme (y compris passages à tabac et viols) contre les communautés locales dans sa concession¹⁰⁵.
- **Au Laos**, où la Banque Mondiale finance des réformes pour améliorer le climat des affaires¹⁰⁶, l'investissement foncier est caractérisé par des expulsions et des violations des droits de l'homme¹⁰⁷. Parmi les investisseurs au Laos se trouvent les géants du caoutchouc vietnamiens Hoang Anh Gia Lai (HAGL) et Vietnam Rubber Group, ayant tous deux reçu un financement de la SFI¹⁰⁸. En 2014, les collectivités locales ont réclamé les terres accaparées par HAGL et accusé la SFI d'avoir enfreint ses propres normes de performance en prêtant de l'argent à l'entreprise¹⁰⁹.



Agriculteurs à Bajo Aguán, Honduras. © hondurasdelegation

Mythe #5: La Banque Mondiale vise à « renforcer la gouvernance pour la mise en œuvre de politiques agricoles »¹¹⁰

La Banque Mondiale assure que la bonne gouvernance est un ingrédient essentiel de sa stratégie pour mettre l'agriculture au service du développement¹¹¹. Cependant, les activités de conseil et les indicateurs de la Banque destinés à « informer » les décideurs sur les politiques efficaces pour augmenter la croissance encouragent les gouvernements à limiter leur rôle à celui de « facilitateurs des affaires » et exercent une pression pour qu'ils mettent fin aux politiques publiques dans l'économie et l'agriculture.

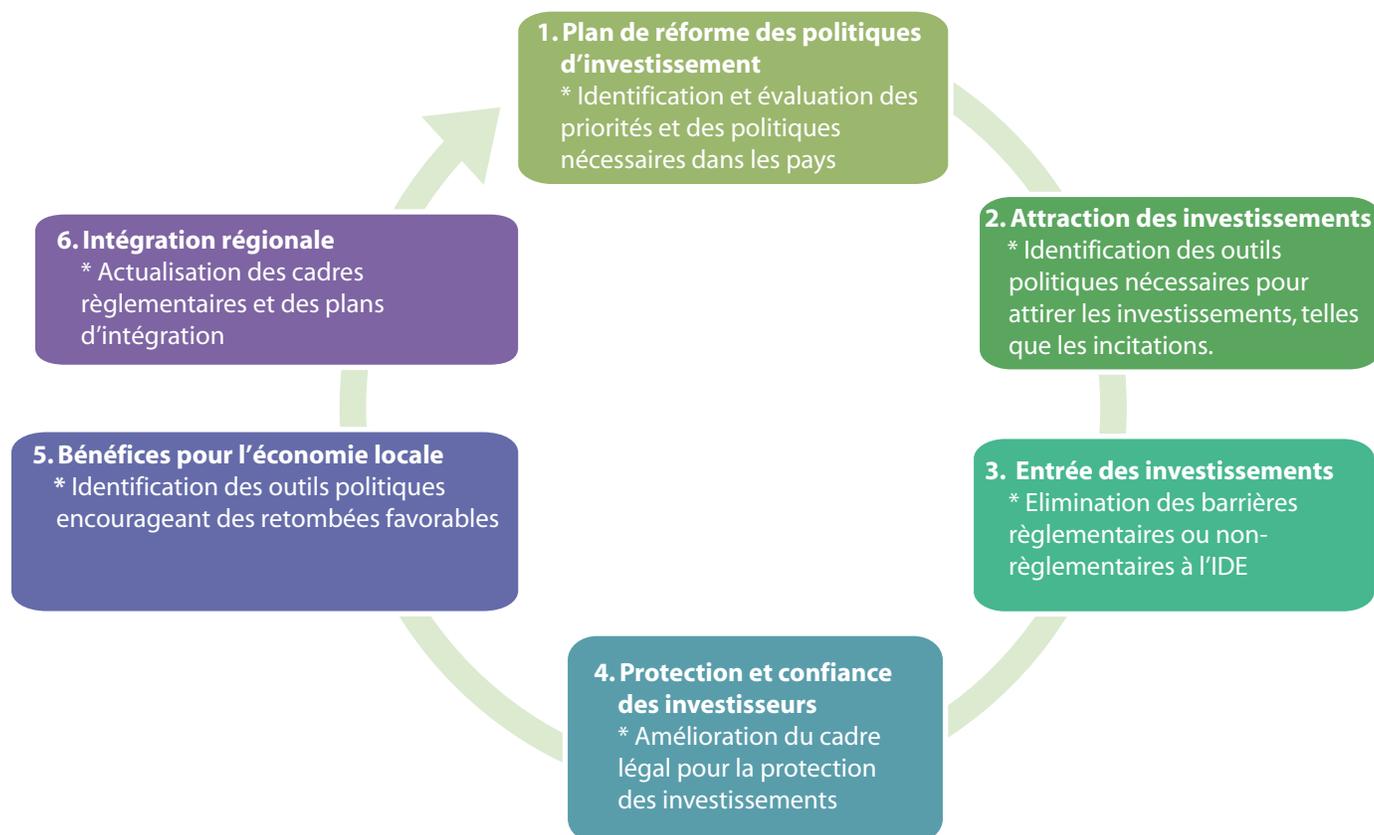
Pour influencer les législations des Etats, une part croissante des activités de la Banque Mondiale se concentre sur les services consultatifs fournis aux « gouvernements clients », notamment par l'intermédiaire d'un département spécifique sur le climat des investissements (Investment Climate, ou IC)¹¹². Plusieurs institutions de la Banque Mondiale financent le département IC, parmi lesquelles la SFI, l'AMGI et des bailleurs de fonds privés par le biais de la plateforme

Facility for Investment Climate Advisory Services (FIAS). Ces dernières années, le budget consacré à des activités liées au climat des investissements a grimpé en flèche, passant d'une moyenne de 3,3 milliards de dollars par an entre 2000 et 2008 à 8 milliards de dollars pour l'année 2009 seulement¹¹³.

Le département IC offre des prêts, des conseils et un soutien technique aux gouvernements mettant en œuvre des réformes économiques. Ses services liés à l'agro-industrie ont été renforcés dans la stratégie 2012-2016 de la FIAS et visent à « favoriser l'élimination des contraintes empêchant le bon fonctionnement des marchés pour l'agrobusiness »¹¹⁴ et à promouvoir « une administration des impôts et des politiques d'incitations fiscales favorables à l'agrobusiness »¹¹⁵.

Récemment, dans des contextes aussi divers que l'Ukraine¹¹⁶, l'Afrique de l'Est¹¹⁷ ou le Bangladesh¹¹⁸, les services de la Banque Mondiale ont conseillé les gouvernements pour « simplifier » et « rationaliser » leurs régulations sur les importations de semences et engrais, afin de faciliter les activités agro-industrielles. Le département IC travaille directement avec les ministères et les décideurs à travers le monde¹¹⁹, mais ne consulte pas les citoyens et les organisations de la société civile. La figure 3 illustre la façon dont les services de conseil fonctionnent, procédant à une évaluation générale des besoins des pays pour améliorer leur « politique des investissements », puis aidant à l'élaboration de réformes pour éliminer les obstacles à l'IDE et identifiant des mesures d'incitation pour les investisseurs.

Figure 3: Structure des interventions de la Banque Mondiale sur les politiques d'investissement¹²⁰



Ainsi, ce que la Banque Mondiale considère 'bonne gouvernance' est en fait la limitation du rôle des Etats et l'absence de réelle politique publique dans le but de faciliter le climat des affaires.

En 2014, l'Oakland Institute a exposé les dommages collatéraux liés à la mise en place de l'indicateur Doing Business de la Banque en 2002¹²¹. Celui-ci contribue à l'accaparement des terres et l'extraction des ressources des pays en développement. D'autres indicateurs qui en sont dérivés comme le Investing Across Borders (IAB), encouragent encore l'adoption de régimes de gestion foncière qui favorisent les investisseurs¹²².

En plus de ces instruments, la Banque Mondiale a récemment produit des indicateurs visant spécifiquement l'évaluation et la comparaison des secteurs agricoles des pays. En 2010, le projet pilote Agribusiness Indicator (ABI) a été conçu par le département Agriculture and Rural Development. En 2013, les départements Agriculture and Environmental Services et Global Indicators and Analysis se sont unis pour créer le BBA, répondant à la demande du G8 d'« élaborer un index pour noter les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole »¹²³.

Il est difficile de savoir comment l'ABI et le BBA interagissent car la description du projet ABI a récemment disparu du site de la Banque Mondiale tandis que la méthodologie BBA a aussi été retirée du site officiel de l'indicateur¹²⁴. Cependant, ces deux outils démontrent clairement une poussée pour l'agrobusiness. L'objectif du BBA est d'« aider les décideurs à renforcer l'agrobusiness à l'échelle mondiale, afin de permettre au secteur agricole de participer plus pleinement au marché »¹²⁵, tandis que l'ABI vise à évaluer si « les pays ont un environnement propice à l'investissement par l'agro-industrie, à la compétitivité pour mettre l'agriculture au service de la croissance »¹²⁶. Les deux indicateurs évaluent des domaines comparables, tels que la facilité d'obtenir des semences ou des engrais commerciaux ou la présence de mécanismes pour favoriser l'accès au marché et au crédit dans le secteur agricole, considérés comme essentiels pour inciter les agro-industries à investir dans les pays.

Bien qu'ils demandent une augmentation du financement publique pour fournir des infrastructures et un « environnement favorable » à l'agro-industrie, les indicateurs dissuadent la formulation de véritables politiques agricoles. Celles-ci pourraient déterminer les cultures à promouvoir, réglementer le commerce des denrées alimentaires, et mettre en oeuvre un

L'objectif du BBA est d'« aider les décideurs à renforcer l'agrobusiness à l'échelle mondiale, afin de permettre au secteur agricole de participer plus pleinement au marché »¹²⁷

financement approprié pour soutenir le secteur agricole. Par exemple, les pays peuvent soutenir l'agriculture familiale en choisissant d'investir dans la recherche et la promotion des pratiques agroécologiques augmentant la productivité et les revenus des agriculteurs. Des politiques actives de création de coopératives paysannes et de plateformes d'échange des connaissances peuvent permettre aux Etats d'orienter leur programmes vers un objectif de réduction des inégalités ou de mettre l'accent sur l'équité homme-femme dans le secteur agricole. Pour investir activement dans la production locale tout en assurant la sécurité alimentaire de leurs populations, les Etats peuvent également choisir de constituer leurs stocks de céréales par l'achat direct aux producteurs nationaux et d'investir dans des programmes de distribution alimentaire qui se fournissent auprès des paysans.

Conclusion

La Banque Mondiale se présente comme n'étant « pas une banque au sens ordinaire », mais un « partenariat unique pour réduire la pauvreté et soutenir le développement »¹²⁸. Son influence est unique en ce qu'elle contraint les pays à abandonner leur souveraineté et politiques agricoles nationales. Bien que ses stratégies aient prouvé leur inefficacité et conduit à l'accroissement de la pauvreté, des inégalités et de l'insécurité alimentaire durant la période des PAS, la Banque persiste à imposer son modèle néolibéral, désormais sous un nom différent.

Le paradigme néolibéral de la Banque guide son approche dans le domaine de l'agriculture, qui est considérée comme une clé de réduction de la pauvreté dans les pays en développement à condition qu'elle soit dominée par

le secteur privé, orientée vers l'exportation et soumise aux règles des marchés mondialisés.

Ce rapport récuse les mythes sur la nature de la mission de la Banque Mondiale et démontre que son approche compromet le maintien et le développement de pratiques agricoles durables. De même, en apportant un soutien financier à l'agrobusiness et en façonnant les lois des pays pour créer des environnements favorables aux affaires, la Banque augmente la pression sur les ressources naturelles nécessaires à la subsistance des paysans.

En dépit de sa défense des « pratiques commerciales durables » et des partenariats « gagnant-gagnant », la Banque ne parvient pas non plus à transformer positivement le rôle de l'IDE et du secteur privé dans l'agriculture. Elle perpétue à l'inverse un modèle qui permet aux acteurs privés d'extraire et de spéculer sur les ressources des pays. De plus, la Banque a récemment entrepris de revoir ses normes de protection environnementales et sociales, au risque de fournir un financement à des projets dommageables pour l'environnement, ignorant les droits des peuples autochtones et menaçant leur accès à la terre¹²⁹.

L'approche de la Banque Mondiale sape finalement le rôle des Etats dans la formulation de politiques efficaces pour soutenir les paysans. Ceux-ci doivent veiller à ce que l'agriculture familiale, qui produit 70% de la nourriture consommée dans le monde entier et emploie des millions de personnes tout en préservant l'environnement, puisse prospérer¹³⁰. Des programmes gouvernementaux et l'assurance d'un accès durable et équitable à la terre et aux ressources naturelles sont nécessaires pour soutenir l'investissement des paysans dans leur activité de production. Au lieu de soutenir le potentiel de l'agriculture familiale pour apporter un développement inclusif et durable aux pays, le modèle dicté par la Banque Mondiale suppose que le progrès va de pair avec la destruction de la paysannerie et la conversion à l'agriculture exportatrice intensive dans les pays en développement. Alors que 70% des ruraux pauvres du monde dépendent de l'agriculture pour leur emploi et revenu¹³¹, l'approche de la Banque Mondiale contredit ses propres objectifs de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.

Bibliographie

- 1 Banque Mondiale. « Projet et activités de prêts ». *Foire aux questions*. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXT-FAQSFRENCH/o,,contentMDK:20405485~pagePK:283622~piPK:3544780~theSitePK:727344,oo.html> (consulté le 8 juillet 2014).
- 2 OCDE. « Statistiques de l'aide ». *Total DAC flows at a glance*. <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/totaldacflowsataglance.htm> (consulté le 8 septembre 2014).
- 3 Martin-Prével, Alice. *Aveuglement Volontaire, Comment les classements Doing Business de la Banque Mondiale appauvrissent les paysans-ne-s*. Oakland Institute, 2014. http://ourlandourbusiness.org/wp-content/uploads/2014/03/Brief_French_final.pdf (consulté le 21 juin 2014).
- 4 Lau, Peiley. « The World Bank's Doing Business Rankings: Relinquishing Sovereignty for a Good Grade ». Oakland Institute, 2014. <http://www.oaklandinstitute.org/world-bank%E2%80%99s-doing-business-rankings-relinquishing-sovereignty-good-grade> (consulté le 8 septembre 2014).
- 5 Farell-Bryan, Dylan. *World Bank's Bad Business in Honduras*. Oakland Institute, 2014. http://ourlandourbusiness.org/wp-content/uploads/2014/03/Factsheet_Honduras_English_hirez.pdf (consulté le 29 juillet, 2014); Weiss, Sophia. *World Bank's Bad Business in Lao PDR*. Oakland Institute, à paraître (2014).
- 6 Carling, Joan. « Statement: Significant concerns with the proposed World Bank safeguards for indigenous peoples ». Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP), 29 juillet 2014. <http://www.aippnet.org/index.php/statements/1438-request-for-endorsement-significant-concerns-with-the-proposed-world-bank-safeguards-for-indigenous-peoples> (consulté le 28 août 2014).
- 7 *Who Will Control the Green Economy?* Etc Group, novembre 2011. http://www.etcgroup.org/sites/juillet.etcgroup.org/files/publication/pdf_file/ETC_wwctge_4web_Dec2011.pdf (consulté le 26 juillet 2014).
- 8 Mousseau, Frederic. *The High Food Price Challenge: a Review of Responses to Combat Hunger*. Oakland Institute, 2010. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/high_food_prices_web_final.pdf (consulté le 29 août 2014).
- 9 Martin-Prével Alice. « Corporatising Agriculture: World Bank's rankings facilitate land grabs ». *Bretton Woods Project Observer*, 9 mai 2014.
- 10 Nos Terres Notre Business. « Stoppons l'accaparement des terres: l'Agriculture n'a pas besoin des indicateurs de business de la Banque Mondiale ». <http://ourlandourbusiness.org/wp-content/uploads/2014/04/D%C3%A9claration-Commune-Nos-Terres-Notre-Business-3.pdf> (consulté le 28 août 2014).
- 11 Martin-Prével, Alice. *Aveuglement Volontaire, Comment les classements Doing Business de la Banque Mondiale appauvrissent les paysans-ne-s*. *Op. Cit.*
- 12 « Fact sheet: G-8 action on Food Security and Nutrition ». *Communiqué de Presse*, The White House, 18 mai 2012.
- 13 Banque Mondiale. « Benchmarking the Business of Agriculture ». *Project Overview*. <http://bba.worldbank.org/project-overview> (consulté le 29 juillet 2014).
- 14 Martin-Prével, Alice. *Aveuglement Volontaire, Comment les classements Doing Business de la Banque Mondiale appauvrissent les paysans-ne-s*. *Op. Cit.*
- 15 Banque Mondiale. « Projet et activités de prêts ». *Foire aux questions*. *Op. Cit.*
- 16 « World Bank Group: Access to Land is Critical for the Poor ». *Communiqué de Presse*, Banque Mondiale, 8 avril 2013.
- 17 *The Practice of Responsible Investment Principles in Large Scale Agricultural Investments, Implication for Corporate Performance and Impact on Local Communities*. Agriculture and Environmental Services Discussion Paper 08, Banque Mondiale, avril 2014. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/04/25/000456286_20140425145714/Rendered/PDF/861750RAIoP1253560Box385174BooPUBLICo.pdf (consulté le 7 juillet 2014).
- 18 Dixie, Grahame. « Land and Agribusiness: Ground Testing Principles with Communities ». Blog, Banque Mondiale, 27 mars 2014. <http://blogs.worldbank.org/voices/land-and-agribusiness-ground-testing-principles-communities> (consulté le 28 août 2014).
- 19 Compliance Advisor Ombudsman. « CAO Cases ». *Uganda, Agri-vie Fund – 01, Kiboga*. http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=180 (consulté le 28 août 2014).
- 20 Compliance Advisor Ombudsman. « CAO Cases ». *Honduras, Dinant – 01, Vice President Request*. http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=188 (consulté le 28 août 2014).
- 21 Compliance Advisor Ombudsman. « CAO Cases ». *Cambodia: VEIL II – 01, Ratanakiri Province*. http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=212 (consulté le 28 août 2014).
- 22 *Global Agribusiness, Creating Opportunity in Emerging Markets*. Société Financière Internationale, Groupe de la Banque Mondiale, 2011. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/17b1c500476244cdab45ef9022d5a78b/Agribusiness_Singles_Dec%20B14.pdf?MOD=AJPERES (consulté le 30 juillet 2014).
- 23 Saldinger, Adva. « Miga and OPIC team to unlock investment in African agriculture ». *Devex Impact*, 10 juin 2014.
- 24 Africa Assets. *Silverlands Fund*. <http://www.africa-assets.com/data/funds/silverlands-fund> (consulté le 11 septembre 2014)
- 25 « Pension funds: key players in the global farmland grab ». *Against the Grain*, GRAIN, 20 juin 2011. <http://juillet.grain.org/fr/article/entries/4287-pension-funds-key-players-in-the-global-farmland-grab> (consulté le 7 juillet 2014).
- 26 *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*. Africa Finance and Private Sector Development Department (AFTFP)/ Africa Region Sustainable Development Department (AFTAI), Banque Mondiale, 2013. <http://sitere-sources.worldbank.org/inTaFriCa/resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf> (consulté le 25 juin 2014).
- 27 Banque Mondiale. « Projets & Opérations ». *Dem Rep Congo – Western Growth Poles*. <http://www.worldbank.org/projects/P124720/dem-rep-congo-western-growth-poles?lang=en> (consulté le 7 juillet 2014).
- 28 Banque Mondiale. « Projets & Opérations ». *Ghana Commercial Agriculture*. <http://www.worldbank.org/projects/P114264/ghana-commercial-agriculture?lang=en> (consulté le 7 juillet 2014).
- 29 « Sénégal: la Banque Mondiale Approuve l'octroi de fonds pour stimuler la production agricole, créer des emplois et améliorer les routes rurales en Casamance ». *Communiqué de Presse*, Banque Mondiale, 25 septembre 2013.
- 30 Banque Mondiale. « Projets & Opérations ». *Burkina Faso – Projet de pôle de croissance de Bagre*. <http://www.banquemondiale.org/projects/P119662/burkina-faso-bagre-growth-pole-project?lang=fr> (consulté le 7 juillet 2014).
- 31 *Ibid.*
- 32 Vidal, John. « World Bank email leaks reveal internal row over 'light touch' \$50bn loans ». *The Guardian*, 5 juillet 2014.
- 33 Carling, Joan. « Statement: Significant concerns with the proposed World Bank safeguards for indigenous peoples ». *Op. Cit.*
- 34 « World Bank to undermine regional and global legal standards on indigenous peoples' rights ». *E-Newsletter*, Forest Peoples Program, 11 juillet 2014. <http://www.forestpeoples.org/tags/update-and-consolidation-world-bank-safeguard-policies-2012-14/news/2014/07/world-bank-undermin> (consulté le 25 juillet 2014).
- 35 *World Bank Group Agriculture Action Plan 2013-2015*. Groupe de la Banque Mondiale, 2013. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/05/23/000333037_20130523100445/Rendered/PDF/779110WPoAgoAcothanotheoBoardpaper.pdf (consulté le 20 juillet 2014).
- 36 World Bank. « Projets & Opérations ». *Competitiveness and Enterprise Development Project (CEDP)*. <http://www.worldbank.org/projects/P130471/competitiveness-enterprise-development-project-cedp?lang=en> (consulté le 10 juillet 2014).
- 37 *Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land*. Benchmarking the Business of Agriculture, Banque Mondiale, 2013. http://bba.worldbank.org/~media/giaWB/agriBusiness/documents/snapshot_WBBBa_land.pdf (consulté le 8 septembre 2014).
- 38 Amanor, Kojo Sebastian. « Global Food Chains, African Smallholders and World Bank Governance ». *Journal of Agrarian Change*, Vol. 9 No. 2, avril 2009, 247–262.
- 39 Stein, Howard. « The World Bank and Neoliberalism: Continuity and Discontinuity in the Making of an Agenda ». *The World Financial Review*, juillet 2014. <http://www.worldfinancialreview.com/?p=2580> (consulté le 28 août 2014).
- 40 *Ibid.*
- 41 *Agriculture Action Plan 2013-2015*. World Bank Group. *Op. Cit.*
- 42 Banque Mondiale. « Benchmarking the Business of Agriculture ». *Project Overview*. *Op. Cit.*

- 43 L'Agriculture au service du Développement, Rapport sur le développement dans le monde 2008. Banque Mondiale, 2007. <http://siteresources.worldbank.org/INTRDM2008INFRE/Resources/French-version-WDR-2008-July-7.pdf> (consulté le 20 juin 2014).
- 44 FAO. « Centre de Ressources sur l'agriculture contractuelle ». FAQ. <http://www.fao.org/ag/ags/contract-farming/faq/fr/> (consulté le 6 juillet 2014).
- 45 SFI. « Farm2Firms ». Events. <http://www.farms2firms.org/events/> (consulté le 8 juillet 2014).
- 46 *Understanding Land Investment Deals in Africa: The Myth of Job Creation*, Oakland Institute, 2011. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_brief_myth_job_creation_o.pdf (consulté le 8 juillet 2014).
- 47 Little, Peter D. and Watts, Machel J. (ed), *Living Under Contract, Contract farming and Agrarian Transformation in Sub-Saharan Africa*, The University of Wisconsin Press, 1994.
- 48 *Working with Smallholders, A Handbook for Firms Building Sustainable Supply Chains*. Société Financière Internationale, Groupe de la Banque Mondiale, juillet 2013. <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/8dc5628042112fdbba2fff-494779b2ad/Handbook+-+Working+with+Smallholders.pdf?MOD=AJPERES> (consulté le 8 juillet 2014).
- 49 Little, Peter D. and Watts, Machel J. (ed), *Living Under Contract, Contract farming and Agrarian Transformation in Sub-Saharan Africa*. Op. Cit.; De Schutter, Olivier. *Towards more equitable value chains: alternative business models in support of the right to food*, rapport présenté à la 66e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, octobre 2011. http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/srtrf_contractfarming_a-66-262.pdf (consulté le 25 juillet 2014).
- 50 « FAO Statistical Yearbook 2013 – World Food and Agriculture ». Reliefweb, 19 juin 2013. <http://reliefweb.int/report/world/fao-statistical-yearbook-2013-world-food-and-agriculture> (consulté le 8 septembre 2014).
- 51 Sen, Amartya. *Poverty and Famines, An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford, University Press, 1983.
- 52 Banque Mondiale. « Brief ». *Raise Agricultural Productivity*. <http://www.worldbank.org/en/topic/agriculture/brief/raise-agricultural-productivity> (consulté le 25 juillet 2014).
- 53 *Working with Smallholders, A Handbook for Firms Building Sustainable Supply Chains*. Société Financière Internationale, Op. Cit.
- 54 *Snapshot Background Note on Access to Seed*. Benchmarking the Business of Agriculture, Banque Mondiale, 2013. http://bba.worldbank.org/-/media/GIAWB/AgriBusiness/Documents/Snapshot_WBBBA_Seeds.pdf (consulté le 11 septembre 2014)
- 55 Yapa, Lakshman. « Improved seeds and constructed scarcity ». In Peet, R and M. Watts. *Liberation Ecologies: Environment, Development, and Social Movements*. London, Routledge, 1996.
- 56 Kaplan, Haley. *The World Bank's Bad Business with Seed and Fertilizer in African Agriculture*. Oakland Institute, à paraître (2014).
- 57 Yapa, Lakshman. « Improved seeds and constructed scarcity ». Op. Cit.
- 58 Mousseau, Frédéric. *On Our Land, Modern Land Grabs Reversing Independence in Papua New Guinea*. Oakland Institute, 2013. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Report_On_Our_Land.pdf (consulté le 28 août 2014).
- 59 *Ibid.*
- 60 « 250,000 farmers have committed suicide and chemical-intensive methods have devastated the land Now India's poorest women are growing a quiet revolution Seeds of hope ». *The Herald*, 15 mai 2011.
- 61 *Ibid.*
- 62 De Schutter, O and G. Vanloqueren. « The New Green Revolution : How Twenty-First-Century Science Can Feed the World ». *Solutions Journal*, Vol 2, Issue 4, août 2011, 33-44.
- 63 Styger, Erika. *The System of Rice Intensification (SRI)—First Experiences from Timbuktu, Mali, 2007-2008*. http://www.erikastyger.com/SRI_Timbuktu_Mali_Africa_files/SRI_Goundam_Africare_English.pdf (consulté le 8 septembre 2014).
- 64 *Ibid.*
- 65 Push-Pull. « Home ». *A Novel Farming System for Ending Hunger in Sub Saharan Africa*. <http://www.push-pull.net/3.shtml> (consulté le 8 septembre 2014).
- 66 Agroecology. « Case Studies ». *Milpa Agroecosystems in Yucatan, Mexico*. <http://www.agroecology.org/Case%20Studies/milpa.html> (consulté le 8 septembre 2014).
- 67 Lu, J. and X. Li. « Review of rice–fish–farming systems in China — One of the Globally Important Ingenious Agricultural Heritage Systems (GIAHS) ». *Aquaculture*, Vol 260, Issues 1–4, septembre 2006, 106–113.
- 68 La Banque Mondiale elle-même reconnaît la valeur de telle pratiques mais ne supporte pas leur développement à grande échelle. Voir par exemple : Banque Mondiale. «Water.” *SRI - Achieving More with Less: A New Way of Rice Cultivation*. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/WBI/WBIPROGRAMS/WBIWATER/o,,contentMDK:21953509–pagePK:64156158–piPK:64152884–theSitePK:443986,oo.html> (consulté le 8 septembre 2014).
- 69 *Who Will Control the Green Economy?* Etc group. Op. Cit.
- 70 *Opening Seed Markets in the East African Community*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale, (non daté). https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/upload/WBG_IC_Ag_EAC_Project-Brief.pdf (consulté le 7 juillet 2014); *Snapshot Background Note on Access to Seed*. Banque Mondiale. Op. Cit.
- 71 *Ibid.*
- 72 *Working with Smallholders, A Handbook for Firms Building Sustainable Supply Chains*. Société Financière Internationale, Op. Cit.
- 73 En 2009, le groupe d'expert pour l'Evaluation Internationale des Sciences et Technologies Agricoles au service du Développement (EISTAD) a résumé le problème de la concentration dans les marchés agricoles comme suit: « la mondialisation se caractérise par l'interdépendance accrue et la concentration à presque toutes les étapes de la chaîne de production et de commercialisation, avec des différenciations fonctionnelles et régionales, et implique l'intégration verticale et horizontale des sociétés transnationales intégrées à la mondialisation ainsi que leur pouvoir accru sur les consommateurs et les producteurs ». *Agriculture at Crossroads. Global Report*. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, 2009. http://apps.unep.org/publications/pmtdocuments/Agriculture_at_a_Crossroads_Global_Report.pdf (consulté le 8 juillet 2014).
- 74 *The State of Agricultural Commodity Market 2004*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2004. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5419e/y5419e00.pdf> (consulté le 27 juin 2014).
- 75 Lawrence, Felicity. « Guatemala pays high price for global food system failings ». *The Guardian*, 31 mai 2011; Viscidi, Lisa. « Land Reform and Conflict in Guatemala ». *Counterpunch*, 8 septembre 2004.
- 76 Index Mundi. « Agriculture ». *Guatemala Corn Imports by Year*. <http://www.indexmundi.com/agriculture/?country=gt&commodity=corn&graph=imports> (consulté le 28 août 2014).
- 77 U.S. Grains Council. « Buying/Selling ». *Corn – Production and Exports*. <http://www.grains.org/buyingselling/corn> (consulté le 28 août 2014).
- 78 Lawrence, Felicity. « Guatemala pays high price for global food system failings ». Op. Cit.
- 79 USAID. « Food Security ». *Guatemala*. <http://www.usaid.gov/guatemala/food-security> (consulté le 28 août 2014).
- 80 Index Mundi. « Agriculture ». *Guatemala Corn Imports by Year*. Op. Cit.
- 81 *The State of Agricultural Commodity Market 2004*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Op. Cit.
- 82 *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*. Banque Mondiale. Op. Cit.
- 83 *The State of Agricultural Commodity Market 2004*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Op. Cit.
- 84 Mousseau, Frederic and Mittal, Anuradha. « Inequity in International Agricultural Trade: The Marginalization of Developing Countries and Their Small Farmers ». Oakland Institute, 1^{er} mars 2005. <http://www.oaklandinstitute.org/node/2299> (consulté le 28 août 2014).
- 85 *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*. Banque Mondiale. Op. Cit.
- 86 Mousseau, Frédéric. *The High Food Price Challenge: a Review of Responses to Combat Hunger*. Op. Cit.
- 87 *Food and Fuel Prices - Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses*. Fonds Monétaire International, 30 juin 2008. <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/063008.pdf> (consulté le 8 septembre 2014).

- 88 World Bank Group *Innovations in Leveraging the Private Sector for Development: A Discussion Note*. Development Committee, Banque Mondiale, 4 avril 2012. [http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23170401/DC2012-0002\(E\)LeveragingPrivateSector.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23170401/DC2012-0002(E)LeveragingPrivateSector.pdf) (consulté le 24 septembre 2014).
- 89 Banque Mondiale. « Données ». *Secteur privé*. <http://donnees.banquemondiale.org/theme/secteur-prive> (consulté le 8 juillet 2014).
- 90 Martin-Prével, Alice. *Aveuglement Volontaire, Comment les classements Doing Business de la Banque Mondiale appauvrissent les paysan-ne-s*, Op. Cit.
- 91 *Understanding Land Investment Deals in Africa: The Myth of Job Creation*. Oakland Institute. Op.Cit.
- 92 Banque Mondiale. « Doing Business ». *Most Improved in Doing Business 2014*. <http://www.doingbusiness.org/reforms/top-reformers-2014> (consulté le 28 août 2014).
- 93 Alejandro, J. and L. Patrick. *World Trade Report 2013: Factors Shaping the Future of World Trade*, Organisation Mondiale du Commerce, 2013. http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/world_trade_report13_e.pdf (consulté le 28 août 2014).
- 94 *Ibid.*
- 95 Johnson, Nickolas. *World Bank's Bad Business in the Philippines*. Oakland Institute, 2014. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OurBiz_Fact_Sheet_Philippines.pdf (consulté le 28 août 2014).
- 96 Daniel, S. and A. Mittal. *(Mis)Investment in Agriculture: The Role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs*. Oakland Institute, 2010. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/misinvestment_web.pdf (consulté le 28 août 2014).
- 97 Martin-Prével Alice, « Corporatising Agriculture: World Bank's rankings facilitate land grabs ». Op. Cit.
- 98 « Land grabs and human rights violations exposed in Liberia ahead of development summit. ». *Communiqué de Presse* Friends of the Earth International Liberia, 1^{er} février, 2013.
- 99 Baxter, Joan. *Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone*. Oakland Institute, 2011. <http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone> (consulté le 25 juillet 2014).
- 100 « Sierra Leone: SLIEPA to facilitate \$1.6b investment for Golden veroleum Plam Oil Production in Sierra Leone. » *Awoko Newspaper*, 2013.
- 101 Martin-Prével, Alice. *Les mauvaises affaires de la Banque Mondiale en République Démocratique du Congo (RDC)*. Oakland Institute, à paraître (2014).
- 102 UNCTAD. « Unctadstat ». *Inward and outward foreign direct investment flows, annual, 1970-2013*. <http://unctadstat.unctad.org/> (consulté le 8 juillet 2014).
- 103 US Department of State. « Investment Climate Statement 2011 ». *Democratic Republic of the Congo*. <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2011/157260.htm> (consulté le 28 août 2014).
- 104 Land Matrix. *Democratic Republic of the Congo*. http://landmatrix.org/en/get-the-detail/by-target-country/democratic-republic-of-the-congo/?order_by (consulté le 16 mai 2014).
- 105 « Criminal complaint accuses senior manager of Danzer Group of responsibility over human rights abuses against Congolese community. » *Communiqué de Presse, Global Witness*, 25 avril 2013.
- 106 « Report Finds Three Regulatory Reforms Improve Business Climate in Lao PDR ». , *Communiqué de Presse*, Banque Mondiale, octobre 2012.
- 107 Weiss, Sophia. *The World Bank's Bad Business in Lao PDR*. Op. Cit.
- 108 *Rubber Barons: How Vietnamese Companies and International Financiers are Driving a Land Grabbing Crisis in Cambodia and Laos*. Global Witness, mai 2013. http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/Rubber_Barons_lores_o.pdf (consulté le 28 août 2014).
- 109 Zsombor, Peter. « IFC Accepts Complaint Over Ratanakiri Rubber Plantations ». *The Cambodia Daily*, 26 février 2014.
- 110 *Agriculture for Development, World Development Report 2008*. World Bank. Op. Cit.
- 111 *Ibid.*
- 112 World Bank. « Investment Climate ». *Overview*. <https://www.wbginvestmentclimate.org/overview/index.cfm> (consulté le 5 juillet 2014).
- 113 *Ibid.*
- 114 *Managing for Impact, FIAS Strategy FY12-16*. Facility For Investment Climate Advisory Services (FIAS), Banque Mondiale, juin 2011. <https://www.wbginvestmentclimate.org/uploads/FIAS%20Strategy%20FINAL.pdf> (consulté le 5 juillet 2014).
- 115 Banque Mondiale. « Investment Climate ». *Agribusiness*. <https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/> (consulté le 5 juillet 2014).
- 116 Banque Mondiale. « Investment Climate ». *Simplified Regulations Unleash Ukraine's Agriculture Potential*. <https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/ukraine-simplified-regulations-unleash-agricultural-potential.cfm> (consulté le 28 juillet 2014).
- 117 *Opening Seed Markets in the East African Community*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale. Op. Cit.
- 118 *Boosting the Role of Agribusiness in Bangladesh*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale, (non daté). https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/upload/WBG_IC_Agri_Bangladesh_Project-Brief.pdf (consulté le 8 juillet 2014).
- 119 *Boosting the role of Agribusiness in Bangladesh*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale. Op. Cit.; *Agribusiness in Armenia Get a Boost from Improved Regulation*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale. (non daté). https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/upload/WBG_IC_Agribiz_Armenia_Project_Brief.pdf (consulté le 8 juillet 2014); *Promoting Inclusive Growth in Odisha*. Brief de projet, Investment Climate, Groupe de la Banque Mondiale (non daté). https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/investment-generation/agribusiness/upload/WBG_IC_Agri_Odisha_Project-Brief.pdf (consulté le 8 juillet 2014).
- 120 Banque Mondiale. « Investment Climate. » *Investment Policy*. <https://www.wbginvestmentclimate.org/advisory-services/international-trade/investment-policy/> (consulté le 8 juillet 2014).
- 121 Martin-Prével, Alice. *Aveuglement Volontaire, Comment les classements Doing Business de la Banque Mondiale appauvrissent les paysan-ne-s*, Op. Cit.
- 122 Banque Mondiale. « Investing Across Borders. » *Accessing Industrial Land*. <http://iab.worldbank.org/Data/Explore%20Topics/Accessing-land> (consulté le 5 juillet 2014).
- 123 « Fact sheet: G-8 action on Food Security and Nutrition ». *Communiqué de Presse*, The White House. Op. Cit.
- 124 Kaplan, Haley F. « Significant changes made on the World Bank website following the launch of the Our Land, Our Business campaign ». *Our Land Our Business*, 3 juillet 2014. <http://ourlandourbusiness.org/campaign-updates/> (consulté le 29 juillet 2014).
- 125 Banque Mondiale. « Benchmarking the Business of Agriculture ». *Project Overview*. Op. Cit.
- 126 *Agribusiness Indicators: Tanzania*. Agriculture and Environmental Services, Banque Mondiale, novembre 2012. <http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/335807-1250550306324/AgribusinessIndicatorsTanzania.pdf> (consulté le 5 juillet 2014).
- 127 Banque Mondiale. « Benchmarking the Business of Agriculture ». *Project Overview*. Op. Cit.
- 128 Banque Mondiale. « About ». *What we do*. <http://www.worldbank.org/en/about/what-we-do> (consulté le 27 juin 2014).
- 129 Carling, Joan. "Statement: Significant concerns with the proposed World Bank safeguards for indigenous peoples." Op. Cit.
- 130 « Feeding the World, Caring for the Earth. » *News*, Année Internationale de l'Agriculture Familiale, 6 mars 2014. <http://www.familyfarmingcampaign.net/en/news/2014/03/feeding-the-world-caring-for-the-earth> (consulté le 28 août 2014).
- 131 Banque Mondiale. *Agriculture and Rural Development*. <http://data.worldbank.org/topic/agriculture-and-rural-development> (consulté le 28 août 2014).

